



PRÉFÈTE DU PUY-DE-DÔME

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

20 - 00246

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

## ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

### Arrêté de mise en demeure

#### Entreprise ALTHICAST à Saint-Eloy les Mines

*La Préfète du Puy-de-Dôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-8 et R. 512-39-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1963 autorisant le fonctionnement de la fonderie ALTHICAST à ST ELOY LES MINES ;

**Vu** le récépissé de déclaration de succession délivré le 19 novembre 2012 à la société ALTHICAST pour l'exploitation de la fonderie ;

**Vu** les récépissés du 31/12/1965, du 13/05/1974 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 26/02/1976 autorisant les dépôts d'hydrocarbures sur le site ALTHICAST ;

**Vu** le jugement d'ouverture de liquidation judiciaire publié au bulletin officiel des annonces civiles et commerciales le 7 avril 2017 désignant comme liquidateur la SELARL MANDATUM représentée par Maître PETAVY Raphaël sis 29, boulevard Berthelot 63400 Chamalières suite à l'arrêt des activités de la société ALTHICAST ;

**Vu** les courriers de l'inspection des installations classées en date des 31 mai 2017 et 11 octobre 2017 par lesquels elle constate que l'exploitant n'a pas satisfait aux exigences de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

**Vu** la visite du 03 mai 2019 constatant la présence de déchets et produits dangereux sur le site ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** la dangerosité des produits et substances utilisés par la société ALTHICAST pour son activité et la présence de tels produits dangereux présents sur le site anciennement exploité ;

**Considérant** que des intrusions et des dégradations ont eu lieu sur le site après la cessation d'activité de la société ALTHICAST ;

**Considérant** qu'il y lieu de réaliser rapidement la mise en sécurité de l'ancien site d'exploitation afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'au sens de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant doit assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et que la société ALTHICAST n'a pas répondu à ces exigences ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ALTHICAST, représentée par Maître PETAVY Raphaël, de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 susvisé ;

**Sur proposition** de la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société ALTHICAST, représentée par Maître PETAVY Raphaël en sa qualité de liquidateur judiciaire, ayant exploité une fonderie sise Z.I. Les Chazelles sur la commune de Saint-Eloy les Mines, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté en :

1° Interdisant ou limitant l'accès au site par la fermeture, la réparation du portail du site et la mise en place du complément de clôture ;

2° Évacuant tous les déchets et produits dangereux présents sur le site, dans les bâtiments, autour des bâtiments et au fond du site, quel que soit leur contenant ou nature (cuves, fosses, fûts, GRV, sacs, puisards de rétention, déchets amiantés, bouteilles de gaz, sables de fonderie...) vers les filières de traitement appropriées ;

3° Évacuant tous les déchets et produits non dangereux combustibles présents sur le site susceptibles de représenter un risque incendie (pneus usagés, conteneurs plastiques, etc.) vers les filières de traitement appropriées ;

4° Assurant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Délai et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

1 : par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2 : par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application "Télérécours citoyens" accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

#### **Article 4 : Publicité - exécution**

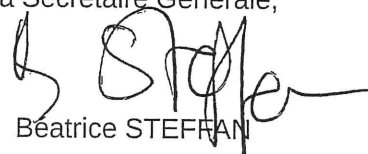
Le présent arrêté sera notifié à la SELARL MANDATUM représentée par Maître PETAVY Raphaël sis 29, boulevard Berthelot 63400 Chamalières en sa qualité de liquidateur de la société ALTHICAST. Il sera publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pour une durée minimale de deux mois.

La Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de la Commune de Saint-Eloy-les-Mines, la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

- au Directeur Départemental des Territoires ;
- au Délégué Territorial du Puy-de-Dôme de l'Agence Régionale de Santé Auvergne ;
- au Directeur Départemental des Services Départementaux d'Incendie et de Secours ;
- au Responsable de l'Unité inter-Départementale Cantal/Allier/Puy-de-Dôme de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône Alpes.

Clermont-Ferrand, le **10 FEV. 2020**

Pour la Préfète et par délégation,  
La Secrétaire Générale,



Béatrice STEFRAN

